

Bruxelles, le 13.10.2020  
C(2020) 7136 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 13.10.2020**

**relative au financement du programme d'action annuel en faveur de la République  
démocratique du Congo pour 2020**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13.10.2020

### relative au financement du programme d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2020

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du programme d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2020, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2020. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>3</sup> applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2014 - 2020<sup>5</sup>, qui établit les priorités suivantes : (i) santé et lien avec LRRD, (ii) l'environnement et agriculture durable, (iii) renforcement de la gouvernance et l'état de droit et (iv) les infrastructures et la route nationale N°1.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>6</sup> (ci-après

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>5</sup> Décision de la Commission C(2014)3904 du 17.6.2014 relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo.

<sup>6</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les

l'«accord interne») consistent à poursuivre la coopération de l'UE dans le secteur de la gouvernance et accompagner le gouvernement en vue de répondre concrètement aux aspirations politiques, économiques et sociales de la population.

- (5) L'action intitulée « Programme d'appui à la réforme de la police (PARP – Phase III) » a pour objectif de contribuer à la paix, à la sécurité et au renforcement de l'état de droit en améliorant la gouvernance, la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption en République démocratique du Congo.
- (6) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (7) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.  
À cette fin, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 5 de l'annexe.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (9) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (10) L'action prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le programme*

La décision de financement annuelle, relative au programme d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2020, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

« Programme d'appui à la réforme de la police (PARP - Phase III) », figurant en annexe.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme pour 2020 est fixé à 20 000 000 EUR, à financer par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

---

dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

### *Article 3*

#### *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 5 de l'annexe.

### *Article 4*

#### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa, agissant dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

.

Fait à Bruxelles, le 13.10.2020

*Par la Commission*  
*Jutta URPIAINEN*  
*Membre de la Commission*